

# Se préparer au prochain choc

**Thomas Baunsgaard**

Chef de division adjoint (F1),  
Département des finances publiques

Forum fiscal africain  
9 et 10 novembre 2011  
Le Cap

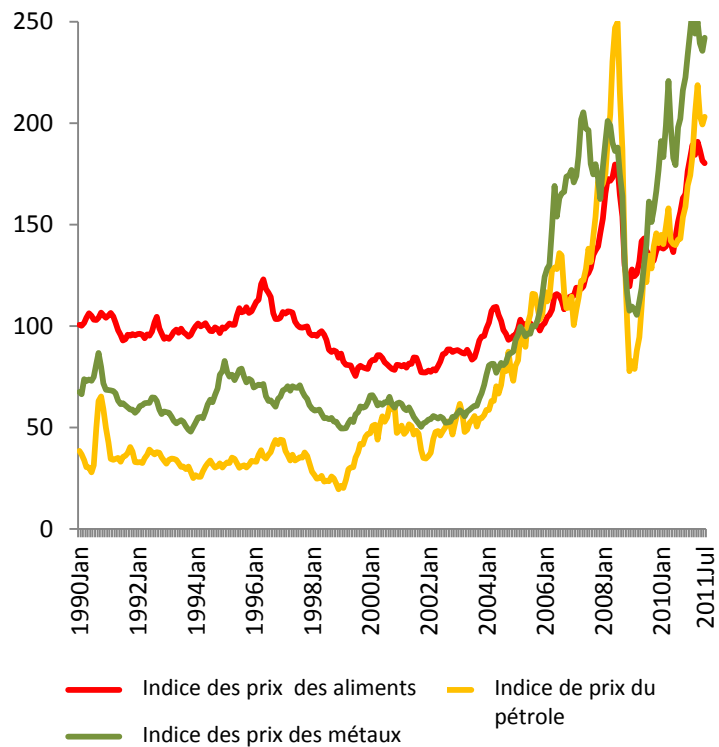


# D'où pourront provenir les prochains chocs fiscaux ?

- Chocs extérieurs
  - Choc des prix des produits de base
  - Retombées des chocs sur la croissance économique (ralentissement de la croissance mondiale)
- Chocs intérieurs
  - Chocs politiques
  - Chocs liés aux évènements météorologiques

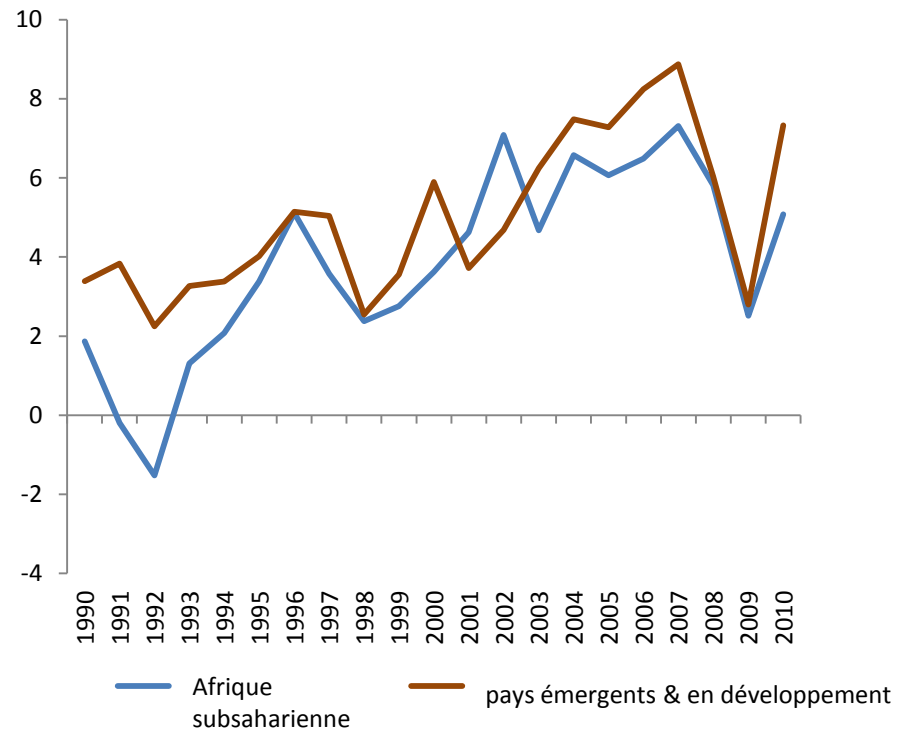
# La volatilité extérieure et intérieure est élevée

## Le prix des carburants et des produits de base est instable



• Indices des prix des produits de base (2005=100)

## La croissance intérieure est volatile

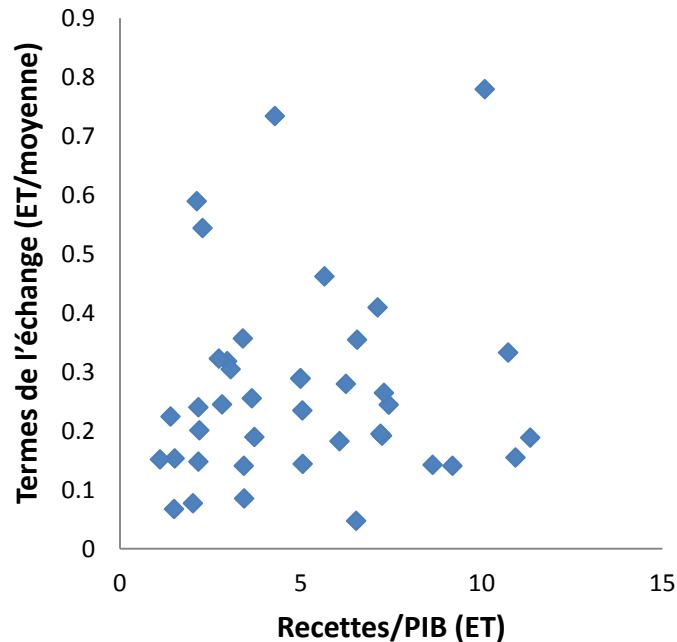


Taux de croissance du PIB réel (%)

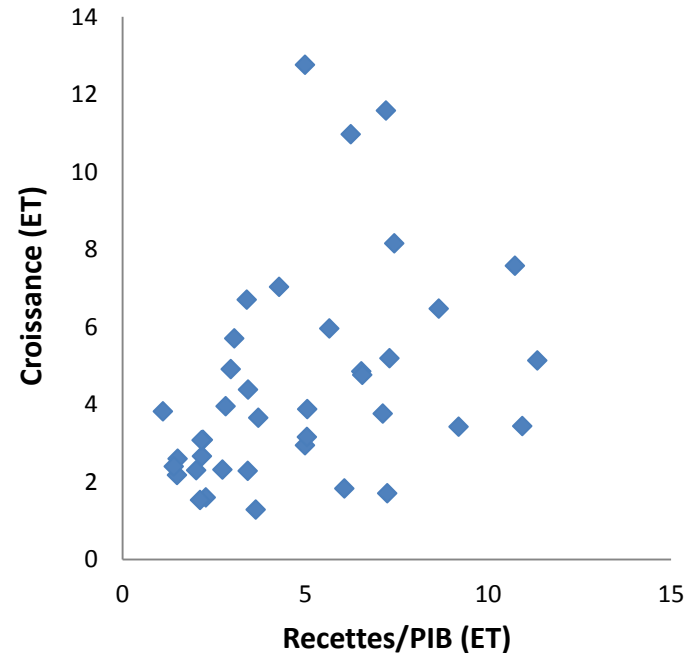
# Retombées de l'instabilité économique sur les budgets

La volatilité des recettes a tendance à être plus importante dans les pays où les termes de l'échange sont instables...

...et où le taux de croissance intérieure est volatil



Volatilité des recettes par rapport à la volatilité des termes de l'échange (1990-2010)

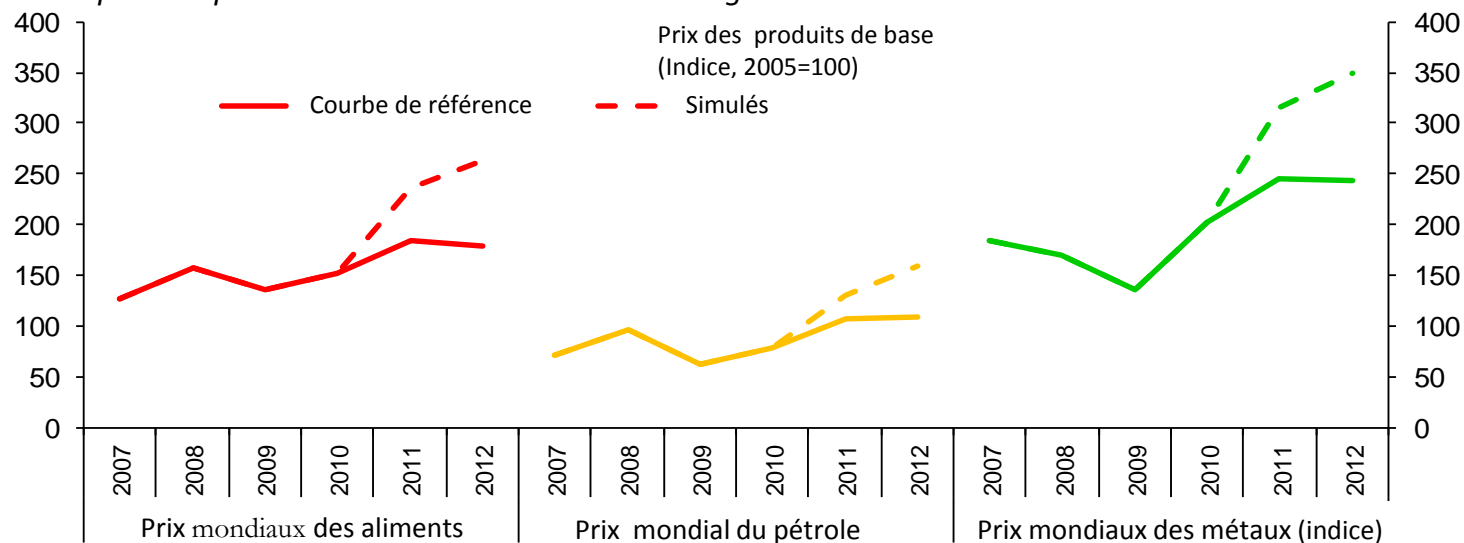


Volatilité des recettes par rapport à la volatilité de la croissance (1990-2010)

# Les impacts de deux types de chocs ont été évalués pour les PFR

## Une autre flambée des prix mondiaux des produits de base

*Sur la base des prévisions du marché intégrant les options futures des produits de base, les prix des produits de base continueraient d'augmenter en 2011-2012.*

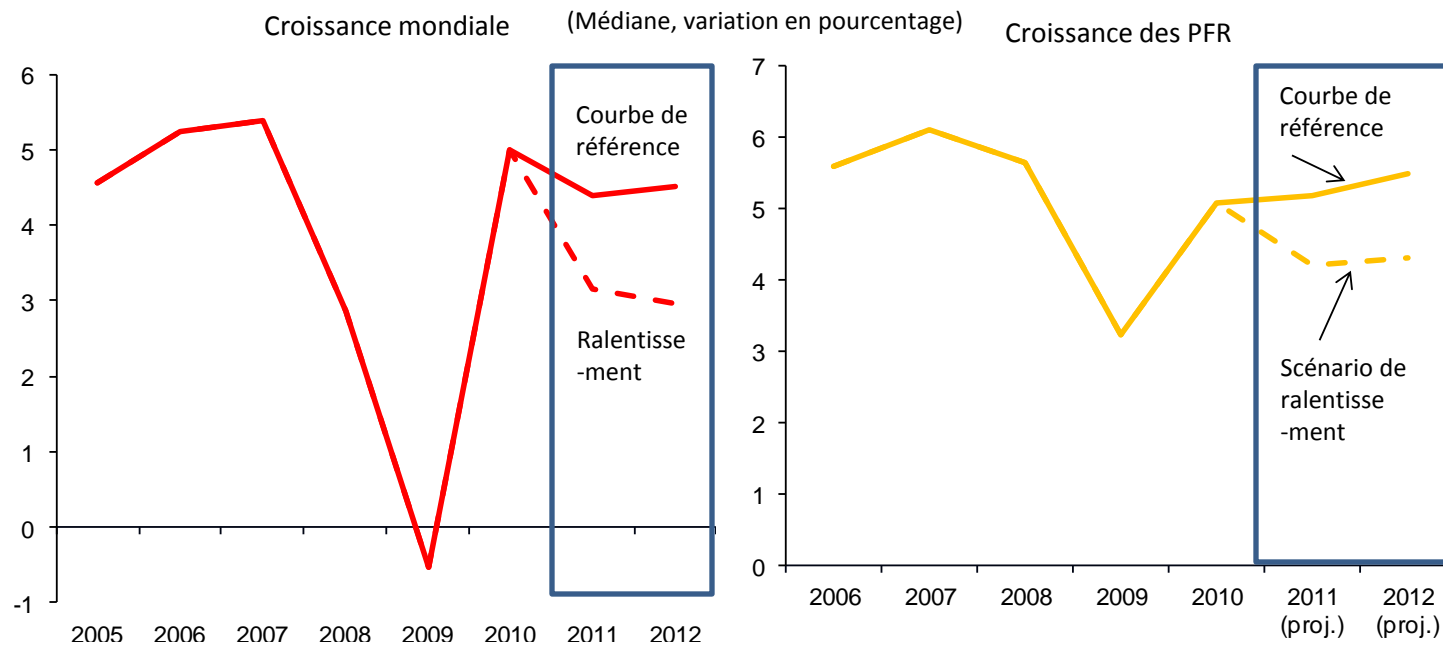


Sources : Estimations des « Perspectives de l'économie mondiale » et du personnel du FMI.

Remarque : Il est estimé que par rapport à la courbe de référence, les prix mondiaux des produits alimentaires augmenteront de 28% en 2011 et de 47% en 2012 ; le prix mondial du pétrole, de 23% en 2011 et 47% en 2012 ; et le prix des métaux, de 23% en 2011 et 46% en 2012.

## Ainsi qu'un ralentissement de la croissance mondiale

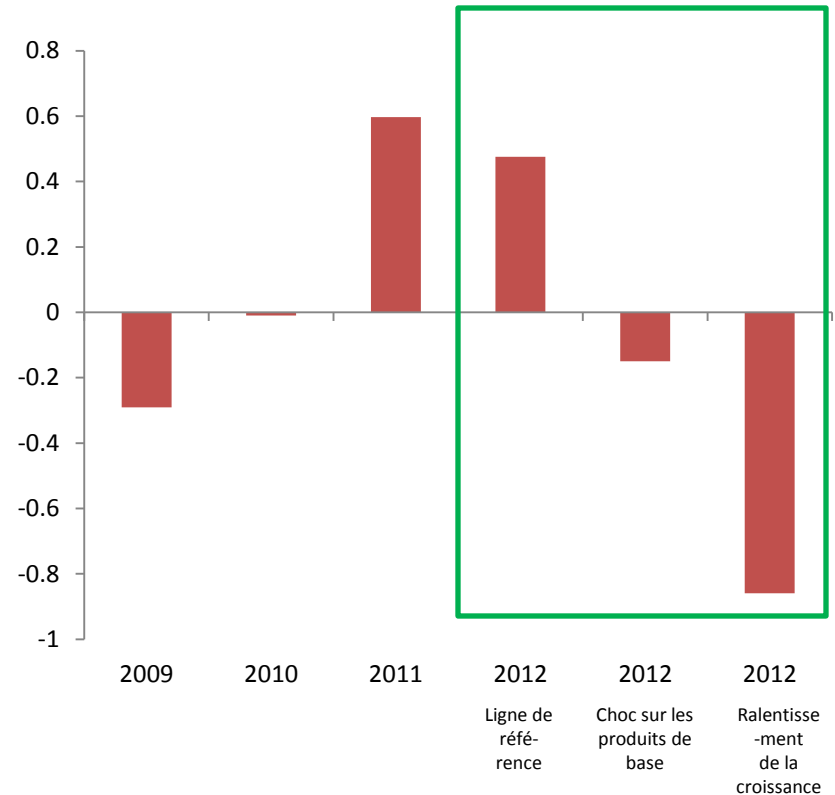
*Un déclin d'1,5 point de pourcentage de la croissance mondiale en 2011-2012 réduirait d'un pour cent la croissance des PFR, selon l'estimation.*



Sources : Estimations des « Perspectives de l'économie mondiale » et du personnel du FMI.

# Les PFR sont moins préparés qu'ils ne l'étaient en 2009 pour réagir aux chocs

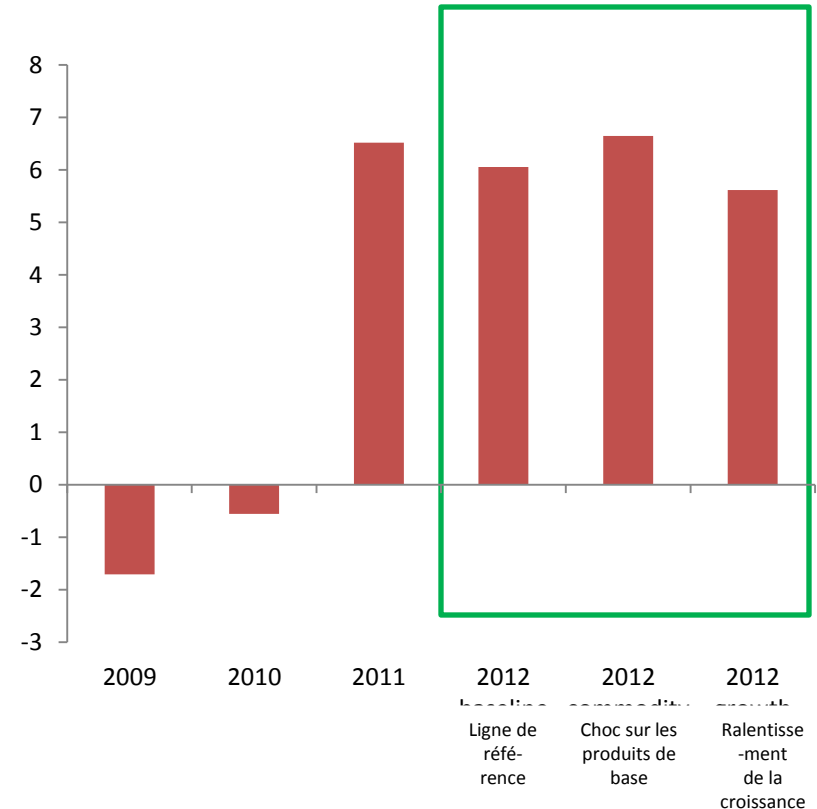
- Si le choc se produit, on s'attend à une détérioration des soldes budgétaires des PFR, qui éroderaient les espaces budgétaires
- L'impact budgétaire du choc sur la croissance est plus élevé



**Espace budgétaire (% du PIB, pays non-exportateurs de pétrole, médiane)**

# Les PFR exportateurs de pétrole disposent de meilleurs volants budgétaires, mais ces derniers sont aussi plus instables

- Les PFR exportateurs de pétrole ont une meilleure marge pour appréhender les chocs...
- ...et bénéficieraient de prix de carburants plus élevés...
- ...mais leur espace budgétaire peut s'amenuiser rapidement si le prix du pétrole chute

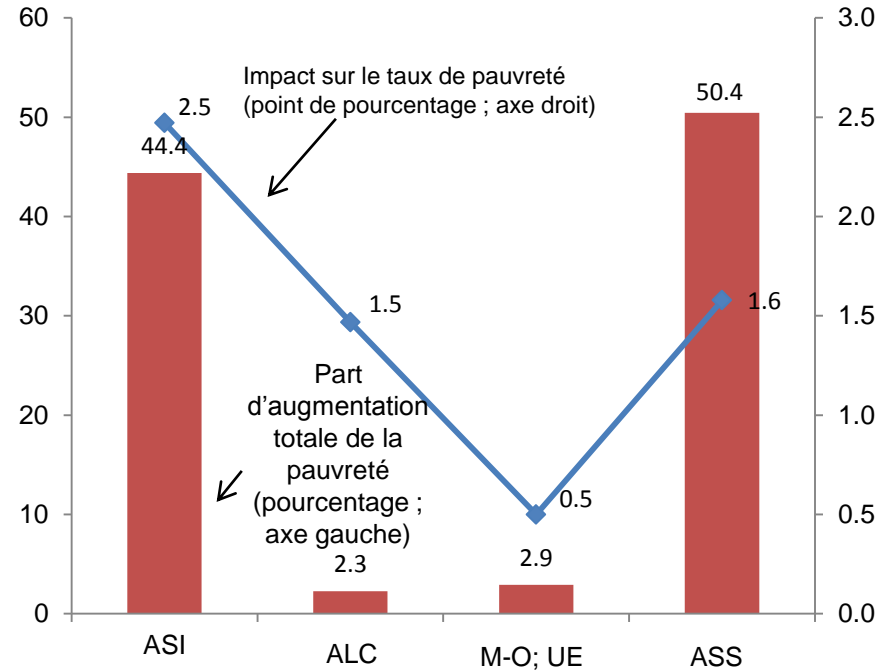
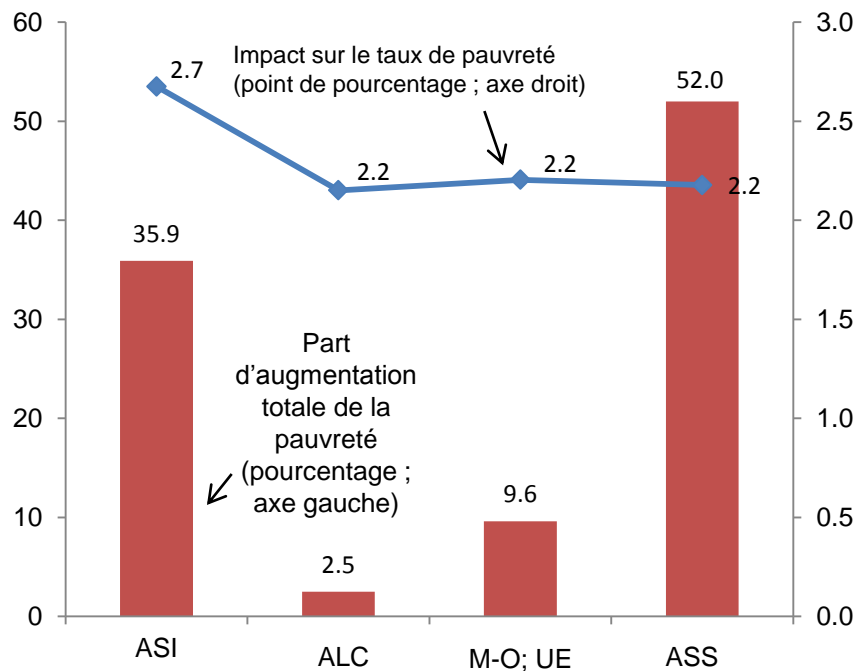


Espace budgétaire (% du PIB, pays exportateurs de pétrole, médiane)

# Si des chocs se produisaient, la pauvreté augmenterait

Une augmentation des prix des produits alimentaires et des carburants plongerait dans la pauvreté 31 millions de personnes en 2012, dont plus de la moitié en Afrique subsaharienne.

Un double choc de la croissance plongerait dans la pauvreté 23 millions de personnes supplémentaires en 2012, dont plus de la moitié en Afrique subsaharienne.



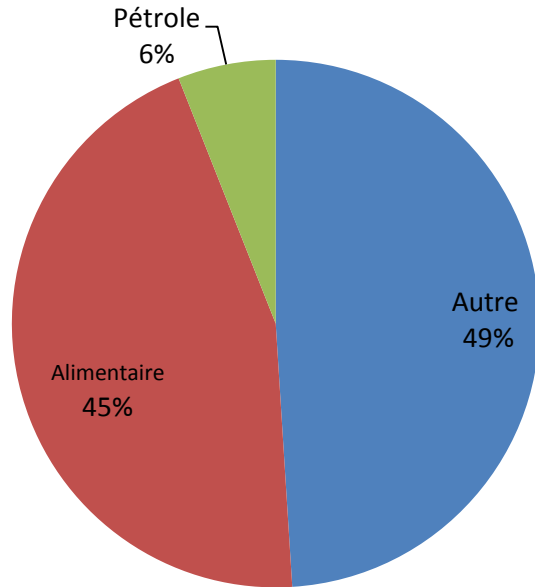
Sources : « Perspectives de l'économie mondiale » et du personnel du FMI.

Sources : « Perspectives de l'économie mondiale » et du personnel du FMI.

# Les ménages sont particulièrement vulnérables aux chocs sur les prix des produits alimentaires et des carburants

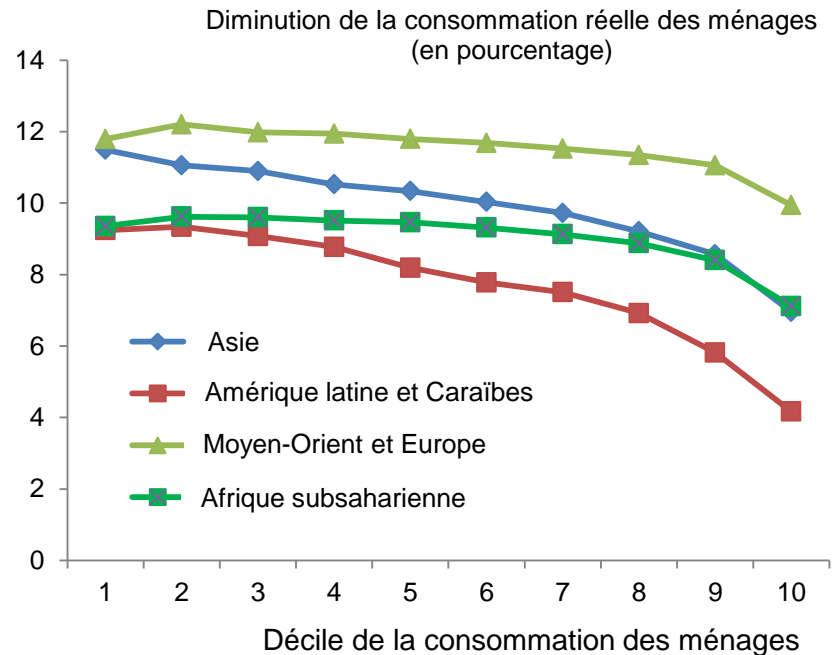


Les dépenses alimentaires et en carburants composent la moitié du panier du consommateur dans les PFR



Composition du panier d'IPC (PFR, médiane)

L'augmentation des prix des produits alimentaires et des carburants affectent davantage les pauvres, mais les ménages à revenu intermédiaire sont également touchés



Sources : Estimations des « Perspectives de l'économie mondiale » et du personnel du FMI.



# Comment les pays doivent-ils réagir face à la hausse des prix des produits de base?

- Les PFR sont menacés par l'inflation et les tensions sociales → décisions difficiles quant aux choix de politiques budgétaires et monétaires
- Politique budgétaire : besoin de réponse pragmatique, mais éviter les baisses généralisées des impôts ou les subventions
  - Premier choix : répercussion intégrale des prix internationaux tout en s'appuyant sur un dispositif de protection sociale efficace et ciblé
  - Deuxième choix :
    - Subventions des prix ciblées sur les produits de base spécifiques les plus consommés par les pauvres
    - Tarifs réduits sur l'import d'une sélection de produits alimentaires
    - Programmes de soutien social : alimentation à l'école, coupons alimentaires et ciblage par indicateur
    - Si elles sont bien conçues et ciblées, les subventions d'intrants agricoles peuvent aider à stimuler la production agricole des petits exploitants



# Comment les pays doivent-ils réagir face à un double choc de la croissance ?

- Les pays disposant d'un espace budgétaire et de fonds peuvent maintenir, voire accroître, leurs dépenses pour atténuer les impacts socio-économiques
  - Dépenses en investissement pour la croissance et l'emploi
  - Dépenses sociales pour atténuer l'impact sur les pauvres
- Les pays dont l'espace budgétaire est inapproprié devront limiter la baisse des recettes et instaurer des priorités en matière de dépenses
- Lorsqu'il n'existe pas de dispositif global de protection sociale, des programmes d'aide sociale ad hoc pourront être utiles
- Éviter les mesures mal ciblées comme l'augmentation des salaires de la fonction publique



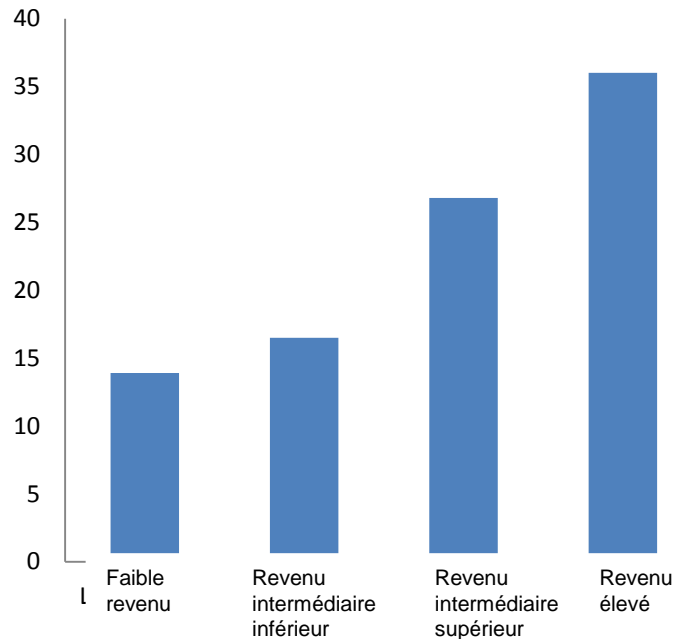
# Comment l'augmentation de l'espace budgétaire peut-elle rendre les pays plus résistants ?

- Renforcer l'espace budgétaire...
- ...par la hausse des recettes...[insérer lien]
- ...et par des réformes des dépenses publiques [insérer lien]
- Autres réformes consolidant la croissance et la diversification économique

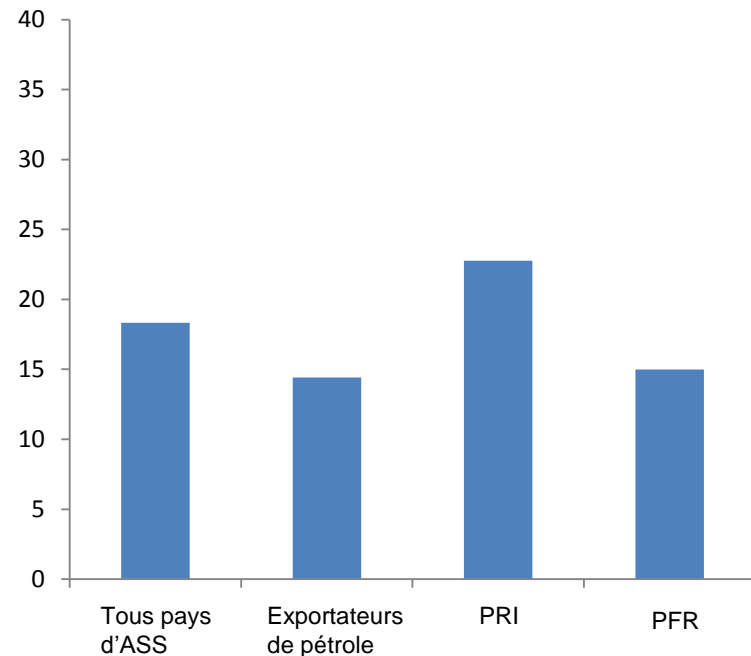
# Les coefficients fiscaux restent bas dans les PFR

**Au niveau mondial, le ratio des impôts au PIB augmente avec le niveau des recettes**

**En Afrique, les PFR et les pays exportateurs de pétrole ont un ratio des impôts au PIB plus faible**



**Ratio des impôts au PIB (%) au niveau mondial**



**Ratio des impôts au PIB (%), 2010 en Afrique subsaharienne**



# Des politiques qui stimulent l'encaissement des recettes

- Consolider l'administration
- Éliminer et rationaliser les exonérations
- TVA généralisée avec un seuil élevé
- Impôts sur le revenu des sociétés avec assiette plus large
- Élargir l'assiette fiscale sur le revenu des particuliers avec un traitement cohérent des revenus du capital
- Un régime fiscal simple mais intégré pour les entreprises plus petites
- Impôts fonciers inexploités
- Incitations fiscales et exonérations
- Renforcer les régimes fiscaux des ressources naturelles
- Il est toutefois difficile d'imposer ces secteurs : l'agriculture, les activités informelles et les secteurs financiers minimes



# Réforme des dépenses publiques

- Augmenter les dépenses dans les domaines prioritaires tout en améliorant l'efficacité des dépenses
- Réformes à long terme délaissant les subventions au profit de dispositifs ciblés de protection sociale...  
l'évaluation par indicateur, le versement de prestations sous conditions
- Améliorer la gestion des finances publiques...l'élaboration, et l'exécution du budget et les rapports budgétaires
- Accroître les dépenses en infrastructures nécessite une meilleure gestion des investissements publics...  
l'appréciation, la sélection, la mise en œuvre et l'évaluation de projets

# L'accroissement des investissements comporte des avantages, mais aussi des risques



- Augmenter les dépenses d'investissement est important pour la croissance
- Mais cela requiert une gestion améliorée de la gestion des investissements publics...l'appréciation, la sélection, la mise en œuvre et l'évaluation de projets
- Les prêts non-concessionnels doivent être abordés avec prudence
  - Viabilité de la dette
  - Risques fiscaux, y compris venant de passifs hors-budget